



Assemblée générale

Distr. limitée
22 septembre 2020
Français
Original : anglais

Soixante-quatrième session
Sixième Commission

Organisation des travaux

Note du Secrétariat

1. Compte tenu des résolutions [1898 \(XVIII\)](#) et [32/71](#) de l'Assemblée générale, datées respectivement du 11 novembre 1963 et du 9 décembre 1977, et de l'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée, et afin de faciliter l'organisation des travaux de la Sixième Commission, le Secrétariat tient à porter à l'attention de cette dernière les informations suivantes.

Questions renvoyées à la Sixième Commission

2. À sa 2^e séance plénière, le 18 septembre 2020, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer 32 questions à la Sixième Commission. La liste de ces questions, qui s'articule autour des rubriques correspondant aux priorités de l'Organisation, figure dans une note du Secrétariat sur les points de l'ordre du jour renvoyés à la Sixième Commission, qui a été distribuée comme document de la Commission ([A/C.6/75/1](#)). L'attention de la Commission est appelée sur les parties des sections III et IV du rapport du Bureau ([A/75/250](#)) qui concernent l'ordre du jour des grandes commissions et sur les recommandations relatives à l'organisation de la session qui figurent à la section II de ce rapport. Ces recommandations ont été approuvées par l'Assemblée générale à sa 2^e séance plénière.

Documentation relative aux questions renvoyées à la Sixième Commission

3. On trouvera dans le tableau ci-après une liste des documents de la soixante-quatrième session de l'Assemblée générale qui portent sur les questions renvoyées à la Sixième Commission. Il s'agit de rapports de commissions et de comités et de rapports que le Secrétaire général devra présenter en application de résolutions ou de décisions adoptées par l'Assemblée à des sessions antérieures, ainsi que de documents ayant été distribués au titre des points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission¹

¹ Le numéro qui figure entre crochets après l'intitulé de chaque question est celui du point de l'ordre du jour de la soixante-quatrième session correspondant. La liste de documents a été établie sur la base des renseignements disponibles au 22 septembre 2020.



à la demande d'États Membres. Les représentants des délégations sont aussi invités à consulter le site Web de la Commission².

	<i>Date de publication prévue</i>
Élection des bureaux des grandes commissions [5]	Pas de documentation préliminaire
Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies [77]	
Rapport du Secrétaire général (A/75/228)	Paru
Rapport du Secrétaire général (A/75/217)	Début octobre
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-troisième session [78]	
Rapport de la Commission (A/75/17)	Fin octobre
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [79]	
Rapport du Secrétaire général (A/75/___)	Mi-octobre
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session [80]	
(rapport oral sur les paragraphes b) et c) de la décision 74/566 de l'Assemblée générale)	27 octobre
Crimes contre l'humanité [81]	Pas de documentation préliminaire
Expulsion des étrangers [82]	Pas de documentation préliminaire
État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés [83]	
Rapport du Secrétaire général (A/75/263)	Paru
Examen de mesures propres à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires [84]	
Rapport du Secrétaire général (A/75/168)	Paru
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [85]	
Rapport du Comité spécial (A/75/33)	Paru
Rapport du Secrétaire général sur le Répertoire de la pratique suivie par les organes des Nations Unies et le Répertoire de la pratique du Conseil de sécurité (A/75/145)	Paru

² www.un.org/fr/ga/sixth/index.shtml.

L'état de droit aux niveaux national et international [86]

Rapport du Secrétaire général sur le renforcement et la coordination de l'action des Nations Unies dans le domaine de l'état de droit ([A/75/284](#)) Début octobre

Portée et application du principe de compétence universelle [87]

Rapport du Secrétaire général ([A/75/151](#)) Paru

Responsabilité des organisations internationales [88]

Rapport du Secrétaire général : compilation de décisions de juridictions internationales ([A/75/80](#)) Paru

Rapport du Secrétaire général : observations et informations reçues des gouvernements et des organisations internationales ([A/75/282](#)) Paru

Protection des personnes en cas de catastrophe [89]

Rapport du Secrétaire général ([A/75/214](#)) Paru

Renforcement et promotion du régime conventionnel international [90]

Rapport du Secrétaire général sur l'examen du règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies ([A/75/136](#)) Paru

Mesures visant à éliminer le terrorisme international [114]

Rapport du Secrétaire général ([A/75/176](#)) Paru

Revitailisation des travaux de l'Assemblée générale [126]

(adoption d'un programme de travail provisoire pour la soixante-quinzième session) (résolution [58/316](#)) Pas de documentation préliminaire

Planification des programmes [142]

Résolutions [58/269](#), [62/224](#), [63/247](#), [64/229](#), [65/244](#), [66/8](#), [66/294](#), [67/236](#), [69/17](#), [70/8](#), [71/6](#), [72/9](#), [73/269](#) et [74/251](#) de l'Assemblée générale Parues

Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [152]

Rapport du Secrétaire général ([A/75/162](#) et [A/75/162/Add.1](#)) Paru

Rapport du Secrétaire général sur les activités du Bureau des services d'Ombudsman et de médiation des Nations Unies ([A/75/160](#)) Paru

Rapport du Conseil de justice interne ([A/75/154](#)) Paru

Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [171]

Rapport du Comité ([A/75/26](#)) Mi-octobre

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turcique [172]

Lettre datée du 2 mai 2011, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Azerbaïdjan, du Kazakhstan, du Kirghizistan et de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/66/141](#)) (voir décisions [66/527](#), [67/525](#), [68/528](#), [69/527](#), [70/523](#), [71/524](#), [72/523](#), [73/534](#) et [74/523](#)) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiatique [173]

Lettre datée du 30 avril 2015, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents de l'Arménie, du Bélarus, de la Fédération de Russie, du Kazakhstan et du Kirghizistan auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/70/141](#)) (voir décisions 70/524, 71/525, 72/524, 73/535 et 74/524) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties [174]

Lettre datée du 10 juillet 2015, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent d'El Salvador auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/70/142](#)) (voir décisions 70/525, 71/526, 72/525, 73/536 et 74/525) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides [175]

Note verbale datée du 11 août 2017, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/72/194](#)) (voir décisions 72/526, 73/537 et 74/526) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial [176]

Note verbale datée du 12 août 2017, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de l'Uruguay auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/72/195](#)) (voir décisions 72/527, 73/538 et 74/527) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale des employeurs [177]

Lettre datée du 16 août 2019, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Allemagne, de la France et de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/74/291](#)) (voir décision 74/528) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Confédération syndicale internationale [178]

Lettre datée du 16 août 2019, adressée au Secrétaire général par les représentants de l'Allemagne, de la France et de la Turquie auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/74/292](#)) (voir décision 74/529) Parue

Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Forum de Boao pour l'Asie [179]

Lettre datée du 16 août 2019, adressée au Secrétaire général par les représentants des pays suivants auprès de l'Organisation des Nations Unies : Chine, Cambodge, Kirghizistan, Mongolie, Myanmar, Népal, Ouzbékistan, Pakistan, République démocratique populaire lao, République islamique d'Iran, Singapour et Viet Nam ([A/74/293](#)) (voir décision 74/530) Parue

**Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale
à la Station d'accueil de l'initiative des petits États insulaires
en développement (SIDS DOCK) [180]**

Lettre datée du 9 juin 2020, adressée au Secrétaire général par la Représentante permanente du Belize auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/75/142](#)) Parue

**Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale
à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale
[181]**

Lettre datée du 16 juin 2020, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de la Chine auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/75/143](#)) Parue

**Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale
à l'Organisation asiatique de coopération forestière [182]**

Lettre datée du 12 août 2020, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Bhoutan, du Brunéi Darussalam, du Cambodge, de l'Indonésie, du Kazakhstan, de la Malaisie, de la Mongolie, du Myanmar, des Philippines, de la République de Corée, de la République démocratique populaire lao, de Singapour, de la Thaïlande, du Timor-Leste et du Viet Nam auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/75/192](#)) Parue

**Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale
à l'Alliance mondiale des terres arides [183]**

Lettre datée du 15 août 2020, adressée au Secrétaire général par les représentants et représentantes du Burkina Faso, de la Guinée, du Mali, du Qatar et de la Tunisie auprès de l'Organisation des Nations Unies ([A/75/194](#)) Parue

Programme de travail

4. L'alinéa b) de l'article 99 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale dispose ce qui suit :

Chacune des grandes commissions, eu égard à la date fixée par l'Assemblée générale, sur recommandation du Bureau, pour la clôture de la session, décide de l'ordre de priorité des questions qui lui sont renvoyées et tient les réunions nécessaires pour achever l'examen de ces questions. Elle adopte, au début de la session, un programme de travail indiquant, si possible, la date retenue comme objectif pour l'achèvement de ses travaux, les dates approximatives de l'examen des questions et le nombre de séances à consacrer à chacune d'elles.

5. À sa 51^e séance plénière, le 18 décembre 2019, conformément à sa résolution [58/316](#) relative aux nouvelles mesures pour la revitalisation de ses travaux et sur la recommandation de la Sixième Commission, l'Assemblée générale a adopté la décision 74/521, dans laquelle figure le programme de travail provisoire de la Commission pour la soixante-quatrième session de l'Assemblée.

6. À sa 2^e séance plénière, le 18 septembre 2020, sur la recommandation du Bureau ([A/75/250](#), par. 23), l'Assemblée générale a fixé au 20 novembre 2020 la date d'achèvement des travaux de la Sixième Commission.

7. Le Bureau de la Commission a examiné le programme de travail provisoire figurant dans la décision 74/521 et pris en considération les nouvelles questions renvoyées à la Commission par l'Assemblée ainsi que la charge de travail attendue à la présente session. Il a également tenu compte des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de maladie à coronavirus (COVID-19), en raison desquelles la soixante-quinzième session a dû être réorganisée afin de prendre en compte les recommandations sanitaires applicables à la conduite de réunions en présentiel. À cet égard, il convient de noter ce qui suit : a) toutes les réunions sont tributaires des orientations générales données par les services médicaux de l'Organisation et doivent se tenir dans le plein respect des principes de distanciation physique et des autres mesures de précaution ; b) les séances plénières doivent se dérouler en présentiel (pendant les créneaux horaires prévus) et les déclarations prononcées en séance plénière doivent être soumises à une limite de temps convenue, les délégations étant encouragées à ne présenter qu'une version abrégée de leur déclaration (et à en communiquer la version intégrale au Secrétariat, qui la mettra en ligne)³ ; c) toutes les réunions des groupes de travail doivent se dérouler en ligne avec interprétation simultanée à distance (la durée de ces réunions étant limitée à deux heures), et les rapports des présidents des groupes de travail doivent être présentés en séance plénière ; d) les coordonnateurs des projets de résolution doivent présenter des avant-projets en séance plénière immédiatement après la conclusion de l'examen du point de l'ordre du jour correspondant ; e) les consultations doivent être organisées par les coordonnateurs, avec l'aide du Secrétariat, sur des plateformes en ligne et sans interprétation (pendant les créneaux horaires disponibles) ; f) les projets de résolution doivent être présentés et adoptés lors de réunions en présentiel. Il est souligné que les modalités de travail proposées sont de nature exceptionnelle, qu'elles sont liées à la pandémie de COVID-19 et qu'elles ne créeront pas de précédent pour les modalités de travail de la Sixième Commission lors des futures sessions de l'Assemblée générale. Un tableau reprenant le programme proposé ci-dessous et précisant les créneaux horaires du matin ou de l'après-midi sera distribué aux délégations sous forme électronique.

	<i>Dates d'examen approximatives</i>
Sixième Commission (organisation des travaux)	6 octobre
Mesures visant à éliminer le terrorisme international [114]	6, 7 et 10 octobre
Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies [77]	12 et 14 octobre
Crimes contre l'humanité [81]	15 octobre
Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies [152]	15 octobre
Renforcement et promotion du régime conventionnel international [90]	19 octobre
L'état de droit aux niveaux national et international [86]	19, 20 et 22 octobre
Rapport du Comité des relations avec le pays hôte [171]	22 octobre
Rapport du Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [85]	23 octobre
Protection des personnes en cas de catastrophe [89]	23 octobre

³ Les déclarations doivent être envoyées à l'adresse estatements@un.org, aux formats PDF et Word, au moins une heure avant l'intervention afin d'être mises en ligne dans la section « eStatements » du Journal des Nations Unies. Les délégations doivent savoir que seule la partie de la déclaration qui aura été prononcée figurera dans les comptes rendus analytiques de la Sixième Commission.

	<i>Dates d'examen approximatives</i>
Rapport de la Commission du droit international sur les travaux de sa soixante-douzième session [80]	27 octobre
Portée et application du principe de compétence universelle [87]	27 et 28 octobre
Examen de mesures propres à renforcer la protection et la sécurité des missions et des représentants diplomatiques et consulaires [84]	28 et 30 octobre
État des Protocoles additionnels aux Conventions de Genève de 1949 relatifs à la protection des victimes des conflits armés [83]	30 octobre et 3 novembre
Expulsion des étrangers [82]	3 novembre
Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international [79]	5 novembre
Rapport de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international sur les travaux de sa cinquante-troisième session [78]	5 novembre
Responsabilité des organisations internationales [88]	6 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Conseil de coopération des États de langue turque [172]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Union économique eurasiatique [173]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Communauté des démocraties [174]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au secrétariat de la Convention de Ramsar sur les zones humides [175]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Fonds pour l'environnement mondial [176]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation internationale des employeurs [177]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Confédération syndicale internationale [178]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale au Forum de Boao pour l'Asie [179]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à la Station d'accueil de l'initiative des petits États insulaires en développement (SIDS DOCK) [180]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Institut de coopération économique régionale pour l'Asie centrale [181]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Organisation asiatique de coopération forestière [182]	10 novembre
Octroi du statut d'observateur auprès de l'Assemblée générale à l'Alliance mondiale des terres arides [183]	10 novembre
Revitalisation des travaux de l'Assemblée générale [126]	11 et 20 novembre
Planification des programmes [142]	20 novembre

	<i>Dates d'examen approximatives</i>
Élection des bureaux des grandes commissions [5]	20 novembre
En réserve	19 novembre

Création de groupes de travail et tenue de consultations

8. Au sujet du point 77 de l'ordre du jour, intitulé « Responsabilité pénale des fonctionnaires et des experts en mission des Nations Unies », l'Assemblée générale a, dans sa résolution [74/181](#), redit avoir décidé de poursuivre à sa soixante-quinzième session, dans le cadre d'un groupe de travail de la Sixième Commission, l'examen du rapport du Groupe de juristes, en particulier en ses aspects juridiques, et invité à cette fin les États Membres à faire des observations supplémentaires sur ce rapport, notamment en ce qui concerne la suite à lui donner. Il a été proposé de tenir deux séances à cet effet, les 14 et 21 octobre.

9. Au sujet du point 87 de l'ordre du jour, intitulé « Portée et application du principe de compétence universelle », l'Assemblée générale a, dans sa résolution [74/192](#), décidé que la Sixième Commission continuerait d'examiner cette question, sans préjudice de l'examen de ce sujet et de questions connexes dans d'autres instances des Nations Unies, et à cette fin décidé de créer, à sa soixante-quinzième session, un groupe de travail de la Sixième Commission pour poursuivre l'examen approfondi de la portée et de l'application de la compétence universelle. Il a été proposé de tenir deux séances à cet effet, les 30 octobre et 5 novembre.

10. S'agissant du point 114 de l'ordre du jour, intitulé « Mesures visant à éliminer le terrorisme international », l'Assemblée générale a, dans sa résolution [74/194](#), décidé de recommander à la Sixième Commission de créer, à sa soixante-quinzième session, un groupe de travail chargé d'achever l'élaboration du projet de convention générale sur le terrorisme international et l'examen de la question, inscrite à son ordre du jour par la résolution [54/110](#), de la convocation, sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, d'une conférence de haut niveau. Il a été proposé de tenir trois séances à cet effet, le 16 octobre et les 3 et 6 novembre.

11. La date de l'examen des rapports des groupes de travail en séance plénière a été fixée au 10 novembre. De plus, il a été proposé de tenir des consultations sur le point 152 de l'ordre du jour, intitulé « Administration de la justice à l'Organisation des Nations Unies », le 19 octobre.

12. Les services de conférence mis à la disposition de la Sixième Commission étant limités (voir par. 22 ci-dessous), les éventuelles réunions des groupes de travail et consultations devront avoir lieu dans le cadre des séances de la Commission. Comme indiqué au paragraphe 7 ci-dessus, ces réunions se dérouleront, à titre exceptionnel, en ligne, soit avec interprétation simultanée à distance (pour les réunions des groupes de travail), soit sans interprétation (pour les consultations).

Interventions des délégations

13. La liste des orateurs et oratrices pour le débat consacré à tous les points de l'ordre du jour renvoyés à la Commission sera ouverte le lundi 28 septembre 2020. Les délégations sont invitées à s'inscrire sur la liste des orateurs et oratrices à l'aide du module eSpeakers de la Sixième Commission sur le portail e-deleGATE.

14. Conformément à la résolution [72/313](#), les délégations sont encouragées à se conformer au principe selon lequel les règles protocolaires sont réputées observées et à s'abstenir d'énoncer les expressions protocolaires habituelles lors de leurs

interventions. Dans la même résolution, l'Assemblée a recommandé aux orateurs et oratrices d'être attentifs à la vitesse à laquelle ils s'expriment, de manière à favoriser l'exactitude de l'interprétation.

15. Conformément à la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les délégations exerceront leur droit de réponse soit en fin de journée, lorsque deux séances auront été prévues le même jour pour examiner un point de l'ordre du jour, soit au terme de l'examen de ce point si le débat s'achève avant la fin de la journée. La première intervention est limitée à cinq minutes et la seconde, le cas échéant, à trois minutes.

Projets de résolution

16. Le cas échéant, les projets de résolution présentés par un ou plusieurs pays doivent être soumis par voie électronique à l'aide du module eSponsorship de la Sixième Commission sur le portail e-deleGATE.

17. À moins qu'il n'en soit convenu autrement, les coordonnateurs ou les principaux auteurs, selon le cas, des propositions de projets de résolution sont encouragés à organiser au moins une consultation par proposition. Le Secrétariat fournira une assistance au besoin. Les consultations doivent être annoncées suffisamment à l'avance, y compris dans le Journal des Nations Unies, afin que des représentants de tous les États Membres puissent y participer. Une fois les consultations terminées, la Sixième Commission a pour pratique de soumettre les propositions de projets de résolution à une procédure d'approbation tacite avant de les transmettre pour traitement et publication dans toutes les langues officielles sous forme de documents à distribution limitée (« L »).

18. Toute délégation souhaitant se porter coauteur d'une proposition de projet de résolution est encouragée à le faire par voie électronique en utilisant le module eSponsorship plutôt qu'au cours de la séance, sans préjudice de la possibilité qui lui est offerte de se joindre aux auteurs d'un projet au moment où la Commission se décidera sur celui-ci lors d'une séance plénière. Les délégations qui souhaitent se porter coauteurs d'un projet devraient le faire dans le cadre de la Sixième Commission ; en effet, une fois que la Commission a adopté une proposition de projet de résolution et qu'elle en a recommandé l'adoption par l'Assemblée générale, il n'est plus possible pour les États Membres de s'en porter coauteurs. Lorsque les propositions de projets de résolution sont présentées au nom du Bureau, les délégations n'ont pas la possibilité de s'en porter coauteurs.

19. Aux termes de l'article 153 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale, « aucune commission ne recommande à l'Assemblée générale, pour approbation, de résolution impliquant des dépenses sans que cette résolution soit accompagnée d'une prévision des dépenses établie par le Secrétaire général ». Il est donc impératif que la Sixième Commission prévoie suffisamment de temps pour permettre au Secrétariat d'établir les prévisions de dépenses, et au Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires et à la Cinquième Commission d'examiner ces prévisions. La date d'achèvement des travaux de la Sixième Commission ayant été fixée au 20 novembre (voir par. 6 ci-dessus), les projets de résolution ayant des incidences financières devront être présentés à la Cinquième Commission au plus tard le 12 novembre, sauf lorsqu'ils concernent des questions qui seront examinées après cette date. À cet égard, les délégations devraient garder à l'esprit que, dans la plupart des cas, le Secrétaire général a besoin de plus de 48 heures pour examiner les incidences des projets de résolution sur le budget-programme.

20. Les coordonnateurs ou les principaux auteurs, selon le cas, des propositions de projets de résolution seront invités à présenter lesdits projets, qui auront été publiés

sous forme de documents à distribution limitée (« L »). Ces présentations auront lieu lors de séances plénières et seront annoncées à l'avance, notamment dans le Journal.

21. À l'exception des projets de résolution présentés lors de la dernière séance de la partie principale de la session, le 20 novembre 2020, la Commission a pour pratique de se prononcer sur chaque projet de résolution à la séance plénière qui suit celle au cours de laquelle le projet de résolution a été présenté, ou à une date ultérieure. Si la Commission était amenée à se prononcer de manière anticipée sur des projets de résolution ou de décision, elle l'annoncerait à l'avance, notamment dans le Journal et sur son site Web. La Sixième Commission a pour pratique de s'efforcer d'adopter les projets de résolution sans les mettre aux voix.

Ressources de conférence disponibles

22. Les installations de conférence disponibles devraient permettre à la Commission de tenir au maximum trois à quatre séances plénières par semaine. Les séances du matin auront lieu de 10 heures à 13 heures et celles de l'après-midi de 15 heures à 18 heures.

23. Sauf indication contraire, les séances de la Commission (tenues en présentiel) se dérouleront de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures dans les salles de conférence 1, 2 et 3. Les réunions des groupes de travail se dérouleront en ligne de 10 heures à midi et de 15 heures à 17 heures, conformément au programme de travail proposé, sauf indication contraire préalable. L'Assemblée générale a souligné qu'il était essentiel que les séances commencent de façon ponctuelle aux fins d'une utilisation efficace des services alloués aux organes intergouvernementaux de l'ONU. Suivant la pratique établie, les séances pourraient être déclarées ouvertes sans que le quorum prévu à l'article 108 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale soit atteint.

24. Des orientations et informations plus détaillées sur les modalités spéciales qui ont été mises en place pour que les réunions en présentiel puissent se tenir en toute sécurité seront communiquées séparément à toutes les délégations avant la session.
